

24heures

Interview du Président de la Confédération



« Pour le Conseil fédéral, cette initiative est trop rigide »

L'économie, qui peine déjà à trouver des personnes qualifiées à cause notamment de la dénatalité et du vieillissement de la population, serait lourdement impactée. »

Guy Parmelin, Conseiller fédéral UDC
Publiée le 28.12.2025

Attaque contre notre économie

L'initiative met en péril nos entreprises, et avec elles, nos postes de travail et nos salaires. Car en s'attaquant à la voie bilatérale existante, elle saborde notre accès privilégié au marché européen où nous exportons quasi trois fois plus de marchandises que vers les États-Unis. Entre les droits de douane américains et le franc fort, nos entreprises ont déjà bien assez de problèmes comme cela !

Ils disent tous NON

Conseil fédéral, Parlement et Conférence des gouvernements cantonaux.

Logos of organizations supporting the 'NON' initiative:

- PLR Les Libéraux-Radicaux
- Le Centre
- Vert libéraux.
- PEV
- economiesuisse
- Die Arbeitgeber Les Employeurs Gli Imprenditori
- sgv usam
- SWISSMEM
- ph interpharma
- scienceINDUSTRIES SWITZERLAND
- GASTROSUISSE
- HotellerieSuisse
- COMMERCEsuisse
- STV FST
- Schweizerischer Gemeindevorstand
- bauenschweiz constructionuisse costruzione svizzera

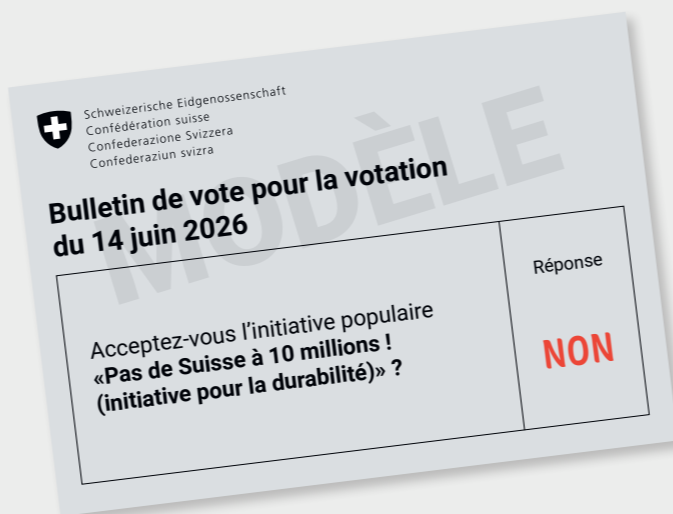


L'innovation dépasse les frontières. Restreindre arbitrairement la population reviendrait à fragiliser l'accès de la Suisse aux talents, aux réseaux scientifiques et aux collaborations internationales qui fondent sa prospérité.

Nicolas Durand
Fondateur d'Abionic SA,
Vice-Président d'economiesuisse

L'initiative des 10 millions mène tout droit à une économie planifiée par l'État. Au lieu de permettre à nos entreprises d'embaucher en fonction de leurs besoins, c'est bientôt l'arbitraire de la bureaucratie qui régnera. Cela touche de plein fouet l'artisanat et les PME. Nous avons besoin de liberté, pas de quotas.

Fabio Regazzi
Président de l'Union suisse des arts et métiers



Alliance interpartis « NON à l'initiative du chaos »
c/o PLR.Les Libéraux-Radicaux Suisse
Neuengasse 20 | 3011 Berne | info@nein-chaos.ch

www.non-chaos.ch

INITIATIVE CHAOS NON

14 JUIN

INITIATIVE CHAOS NON

14 JUIN

www.non-chaos.ch

10 MILLIONS!

Un plafonnement qui n'amène que le chaos

Dans la vie quotidienne
Pour la sécurité
Dans nos relations bilatérales
Pour l'AVS

Le chaos dans la vie quotidienne

La population suisse augmente, mais vieillit. Ces 20 dernières années, le nombre de personnes de +65 ans a augmenté trois fois plus que celui des 15-64 ans. Chaque année, des milliers de personnes partent à la retraite sans pouvoir être remplacées, faute de jeunes pour prendre la relève. **Certains secteurs manquent déjà de personnel. Sans travailleurs européens, c'est le chaos assuré :**

- **Hôpitaux débordés :** les temps d'attente s'allongent, les opérations sont reportées et la prise en charge se dégrade.
- **Aides à domicile en crise :** risque pour les personnes âgées de ne plus pouvoir rester vivre à la maison. Seule alternative : l'EMS, où les places et le personnel manquent déjà aujourd'hui.
- **Chantiers à l'arrêt :** délais d'attente à rallonge pour un simple dépannage sanitaire, rénovations repoussées aux calendes grecques. Sans parler de la construction de nouveaux logements !
- **Restaurants et hôtels en difficulté :** le restaurant du coin réduit son offre et ses jours d'ouverture ou finit par fermer ses portes.



La promesse de cette initiative ? Des mois d'attente pour une opération pourtant urgente, un EMS qui ne peut pas accueillir votre parent, la construction de votre appartement familial reportée, la délocalisation d'une entreprise locale bien implantée... Pourquoi ? Par manque de main-d'œuvre en raison d'un frein strict qui ne tient pas compte des besoins de la Suisse. Qui en paiera le prix ? La population.

Johanna Gapany
Conseillère aux États PLR, Fribourg

Nos campagnes et nos PME sur le carreau ?

Qui aura encore le droit d'embaucher de la main d'œuvre étrangère ? L'initiative ne le dit pas. Les initiants évoquent le retour des contingents. Mais qui sera prioritaire ? Zürich ou la Vallée de Joux ? L'hôpital régional ou les HUG ? L'agriculture ou les universités ? Les aides à domicile ou les ingénieurs en cybersécurité ? Les transports publics ou les milieux de la recherche ? À ce jeu-là, les PME, les régions périphériques et les secteurs générant des marges faibles risquent bien d'être perdants.



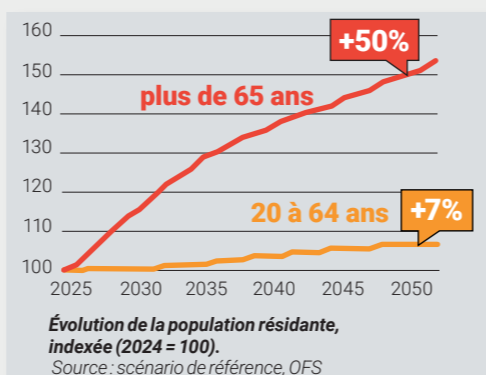
Aujourd'hui déjà, il manque du personnel qualifié dans les domaines des soins, de l'industrie et de l'informatique. Déclencher automatiquement des mesures drastiques dès 9,5 millions d'habitants ne ferait qu'aggraver ces problèmes. Les entreprises comme la population en paieraient le prix.

”



Charles Juillard
Conseiller aux États Le Centre, Jura

AVS encore plus sous pression



Avec le vieillissement de la population, il y a toujours plus de retraités et de moins en moins de salariés pour financer les rentes. Ces 20 dernières années, les travailleurs européens, qui cotisent quasi deux fois plus que ce qu'ils touchent, ont permis d'atténuer le problème. Sans eux, nous devrions ponctionner encore plus les salaires, travailler plus longtemps ou baisser les rentes. Ou les trois.



Les problèmes de la population en matière de logement ou d'infrastructures saturées, par exemple, doivent être pris au sérieux. Mais ce n'est pas en inscrivant une limite figée à 10 millions d'habitants dans la Constitution sans proposer de plan de mise en œuvre réaliste qu'on va résoudre quoi que ce soit.

Céline Weber
Conseillère nationale PVL, Vaud

Totalement absurde

L'UDC ne dit pas ce qu'il se passerait pour un Suisse établi à l'étranger qui voudrait revenir au pays si le plafond est atteint. Admis ou refoulé ? Et que dire à un Suisse vivant ici dont le conjoint étranger voudrait venir habiter avec lui : qu'il doit attendre que quelqu'un quitte le territoire ? Ou alors que quelqu'un meure ? Et pour autant qu'aucun bébé ne vienne au monde !



Sécurité : un sacré autogoal !

En perdant sa participation à Schengen, la Suisse se retrouvera privée de coopération policière avec l'Europe, pourtant essentielle pour lutter contre la criminalité transfrontalière, l'immigration illégale, la mafia et le terrorisme. Mais aussi pour retrouver des personnes disparues, des armes et des objets volés.



Blick



Interview d'Eva Wildi-Cortés, Directrice de l'Office fédéral de la police

«La coopération avec l'UE est essentielle pour la sécurité de la Suisse»

Eva Wildi-Cortés, Directrice fedpol
Publiée le 29.03.2026

Perte de contrôle sur l'asile

En faisant tomber l'accord de Dublin, l'initiative créera un appel d'air massif dans le domaine de l'asile car n'importe quel requérant débouté dans un pays de l'UE pourra venir déposer une nouvelle demande en Suisse. Notre pays se retrouvera submergé par un flux incontrôlable de requérants, d'autant que les renvois vers le premier pays compétent ne seront plus possibles.



Le chaos aux frontières

L'Europe est bien plus que notre premier partenaire commercial. Chaque jour, nous échangeons avec nos voisins. L'initiative saborde nos relations bilatérales avec eux. En nous faisant aussi perdre notre participation à l'accord de Schengen sur la sécurité, elle entraîne le retour des contrôles aux frontières pour le citoyen lambda, avec les embouteillages et les files d'attente qui vont avec.